

2022

Rapport d'orientation budgétaire  
Ville du Croisic



**Ville du Croisic**

22 février 2022

Budget principal

# SOMMAIRE

1 – Principes	P 3
➤ A – Préambule	P 3
➤ B - Retraitements comptables	P 3
2 – Contexte économique et financier	P 4
➤ A – Les apports de la Loi de Finances 2021	P 4
➤ B – Indicateurs économiques	P 5
➤ C - Immobilier	P 6
3 – Recettes courantes de fonctionnement	P 7
➤ A - Fiscalité	P 8
➤ B - Dotations de l'État	P 8
➤ C - Autres recettes	P 8
4 – Dépenses courantes de fonctionnement	P 9/10
5 – Capacité d'autofinancement courante	P 10
6 – Gestion de la dette	P 11
7 – Consolidation budget annexe lotissement du Puigaudeau	P 12/13
8 – Capacité d'investissement	P 14
9 – Plan pluriannuel d'investissement	P 15/16

## **1 – Principes**

### **A – Préambule**

Pour les collectivités locales de plus de 3 500 habitants, le Débat d'Orientation Budgétaire constitue la première étape du cycle budgétaire. Préalable au vote du budget primitif, le DOB traduit les orientations majeures de la collectivité dans une perspective pluriannuelle.

L'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoit que dans les communes de 3 500 habitants et plus, un débat ait lieu au conseil municipal sur les orientations générales du budget ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés dans un délai de 2 mois précédant l'examen de celui-ci.

L'article 107 4° de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) est venu modifier l'article L. 2312-1 du CGCT pour préciser un contenu obligatoire du rapport d'orientations budgétaires (ROB) : « Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. » Conformément à l'article 19 du règlement intérieur du Conseil Municipal, approuvé en séance du 15 juillet 2020, il n'y a pas de vote sur le rapport d'orientation budgétaire.

### **B – Retraitements comptables**

Pour rendre comparables les données d'analyse financière, les retraitements suivants entre chapitres ont été faits :

- La section de fonctionnement doit être retraitée des données exceptionnelles. Ainsi les chapitres 67 et 77 ne sont pas intégrés à l'analyse, car ils peuvent varier sensiblement d'une année sur l'autre.
- Un certain nombre de subventions dites exceptionnelles (article 6745) ayant un caractère récurrent pourront à l'inverse être intégrées au budget courant de fonctionnement et retraitées avec les subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé (article 6574).
- Les charges de personnel (chapitre 012) sont retraitées en tenant compte des atténuations de charges (chapitre 013) constituées essentiellement des remboursements sur rémunérations du personnel (article 6419). On les appellera charges de personnel nettes.
- Les charges financières (chapitre 66) sont retraitées en tenant compte des produits financiers (chapitre 76). On les appellera charges financières nettes.

## 2 – Contexte économique et financier

### A – Les apports de la Loi de Finances 2022

Publiée au JO le 31 décembre 2021

➤ **Suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et réforme du financement des collectivités locales**

- Cette réforme a été initiée par la Loi de Finances 2021. Aujourd'hui, 80% des foyers sont totalement exonérés. Pour les 20% restant, l'allègement a été de 30% en 2021, sera de 65% en 2022 et la suppression totale se fera en 2023. En 2023, plus aucun ménage ne paiera de taxe d'habitation sur sa résidence principale. En revanche, la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et les logements vacants est maintenue.

La commune sera compensée en percevant la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties. Pour que la compensation ne soit pas source de recettes supplémentaires, la différence entre la recette de taxe d'habitation supprimée et la recette de taxe foncière départementale transférée est effacée au moyen d'un coefficient correcteur. Notre commune étant surcompensée, le coefficient correcteur est de l'ordre de 0.95 (chiffre 2021).

- Revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales : + 3.4% en 2022 (indice IPCH – indice des prix à la consommation harmonisé).

La révision générale des valeurs locatives des locaux d'habitation est prévue pour 2026.

➤ **Entrée en vigueur progressive de l'automatisation du FCTVA.**

Pour mémoire, le taux du FCTVA s'élève à 16.404 % depuis 2015.

➤ **Les lois de finances successives ont impacté les dotations de l'Etat versées à la commune du Croisic :**

- Création du FPIC – Fonds de péréquation des Ressources intercommunales et communales – par la Loi de Finances 2012.

Le montant de prélèvement 2021 est de 87 289 €.

- Diminution des concours financiers de l'Etat aux collectivités depuis 2014.

La Loi de Finances 2022 indique un montant de DGF (dotation globale de fonctionnement) stable pour 2022. L'écrêtement appliqué aux communes ayant un potentiel fiscal élevé (c'est le cas de notre ville) continue de s'appliquer.

Article	Libellé	CA							DOB (estimation)			Moyenne 2012 / 2021
		2012	2014	2016	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	
<b>74</b>	<b>Dotation globale de fonctionnement</b>											
7411	Dotation forfaitaire	1 597 357	1 510 758	1 107 461	969 310	944 083	925 585	905 170	900 000	900 000	900 000	1 185 213
74121	Dotation de solidarité rurale	51 506	52 655	55 977	58 995	59 239	59 630	60 844	60 000	60 000	60 000	56 291
74127	Dotation nationale de péréquation	80 707	81 561	-	-	-	-	-	-	-	-	25 239
	<b>Total dotation globale de fonctionnement</b>	<b>1 729 570</b>	<b>1 644 974</b>	<b>1 163 438</b>	<b>1 028 305</b>	<b>1 003 322</b>	<b>985 215</b>	<b>966 014</b>	<b>960 000</b>	<b>960 000</b>	<b>960 000</b>	<b>1 266 743</b>
	Baisse annuelle DGF	-	62 671	227 274	19 931	24 983	18 107	19 201	6 014	-	-	-
A	Baisse cumulée des dotations de l'Etat	-	106 521	1 011 511	2 394 110	3 120 358	3 864 713	4 628 269	5 397 839	6 167 409	6 936 979	462 827
<b>739223</b>	<b>FPIC intercommunal</b>											
739223	Contribution au FPIC intercommunal			70 984	87 634	94 579	101 358	87 289	100 000	100 000	100 000	
B	Contribution cumulée au FPIC intercommunal			70 984	244 708	339 287	440 645	527 934	627 934	727 934	827 934	52 793
<b>A+B</b>	<b>Baisse cumulée des dotations</b>	<b>-</b>	<b>106 521</b>	<b>1 082 495</b>	<b>2 638 818</b>	<b>3 459 645</b>	<b>4 305 358</b>	<b>5 156 203</b>	<b>6 025 773</b>	<b>6 895 343</b>	<b>7 764 913</b>	<b>515 620</b>

➤ **Les relations financières avec l'EPCI Cap-Atlantique :**

Le Président de l'EPCI souhaite signer un pacte financier et fiscal avec chacune des communes membres. Cela va nécessiter de redéfinir les modes de calcul de l'Attribution de Compensation reversée par l'EPCI en contrepartie de la collecte des ressources fiscales que ne perçoivent plus les communes (exemple : CFE – contribution financière des Entreprises), déduction faite des coûts de charges transférées. La commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) de l'intercommunalité procèdera à ces calculs.

La Loi de Finances 2022 prévoit un partage de la taxe d'aménagement entre la commune et l'EPCI qui bénéficiera désormais d'un reversement partiel compte tenu de la charge des équipements publics relevant de sa compétence. Le montant de la taxe d'aménagement 2021 s'est élevé à 66.094,64 € (section d'Investissement). Les modalités de ces nouvelles dispositions législatives sont à définir.

La commune poursuit sa politique active de recherche de financements des investissements, tant publics que privés.

## **B – Indicateurs économiques**

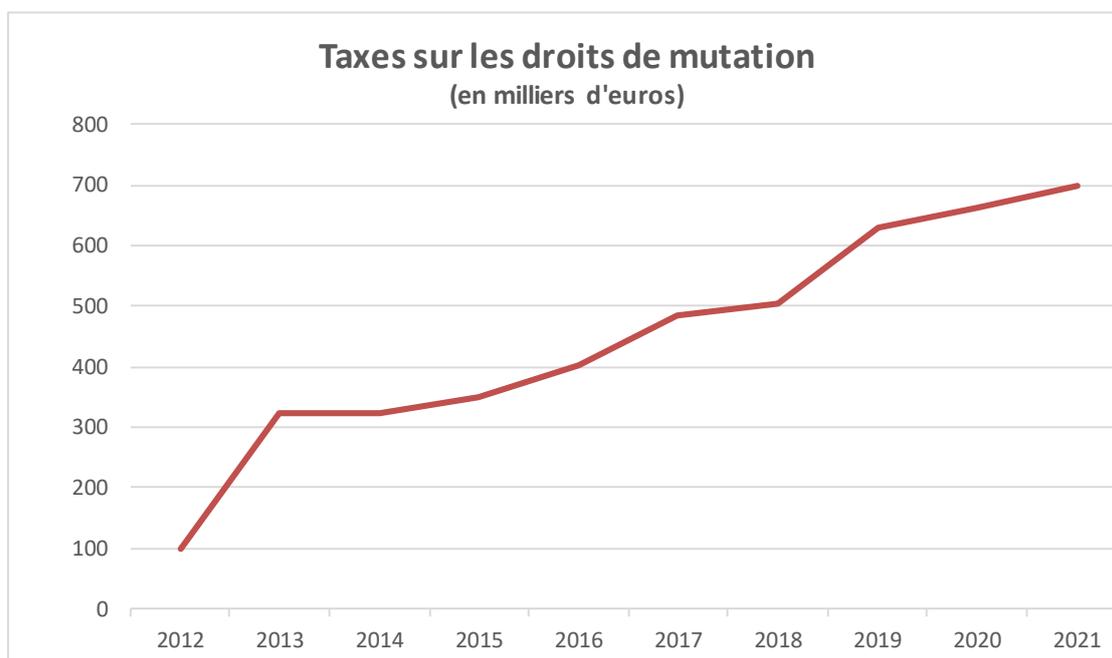
Inflation	IPC - Source : INSEE					Estimation BCE 16.12.2021	
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Taux d'inflation moyen annuel	1,0%	1,8%	1,1%	0,5%	1,6%	3,2%	1,8%

L'inflation est évaluée à 1.6 % en 2021 (source INSEE). A noter que les prix de l'énergie ont progressé de près de 19 % en 2021.

Le Ministère des Finances a annoncé une croissance économique de 7 % en 2021. La prévision de croissance de 2022 s'élève à 4%.

## C – Immobilier

Marché immobilier	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Taxes additionnelles sur droits de mutation (en milliers d'euros)	99	322	324	351	403	486	505	628	663	699



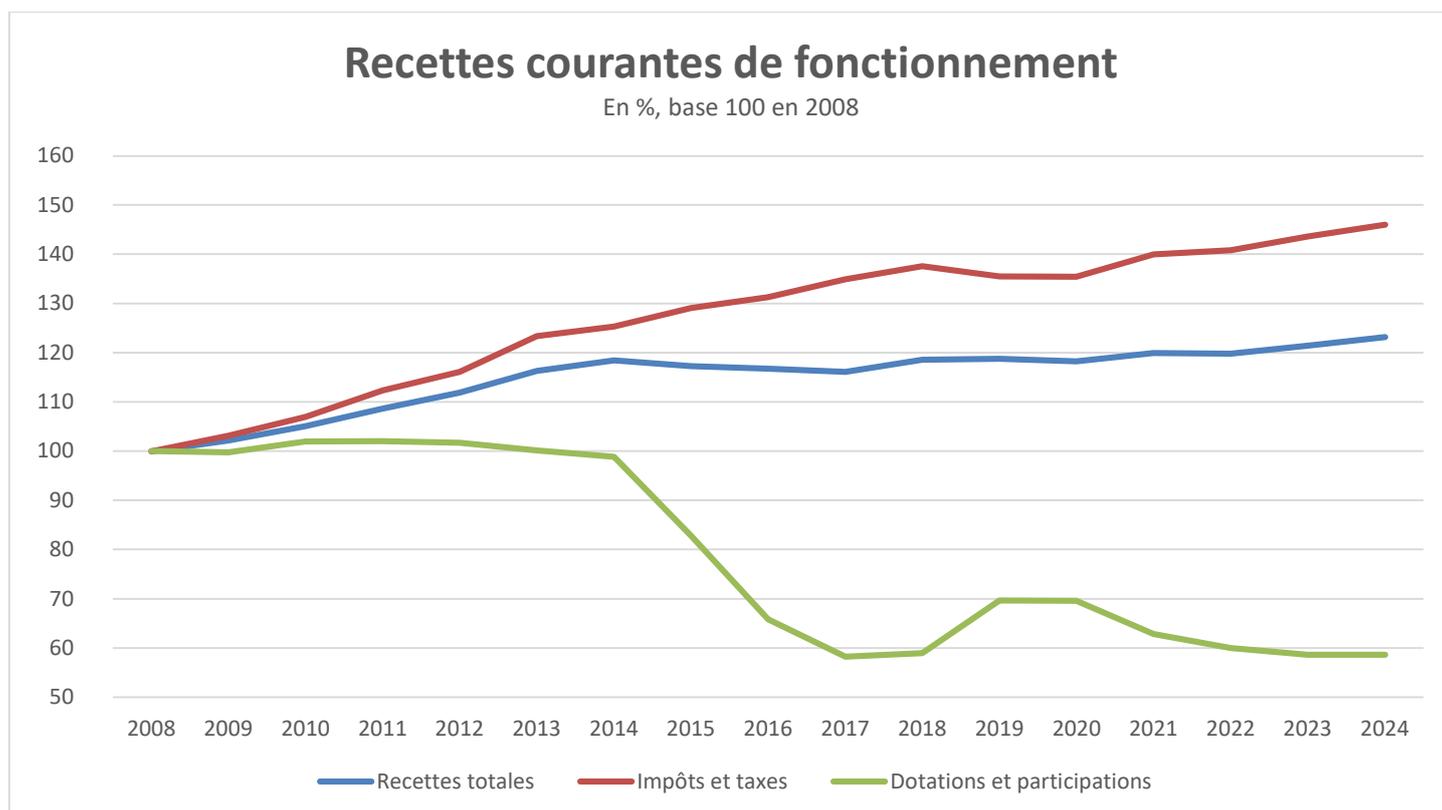
La dynamique immobilière reste forte au Croisic, se traduisant par un grand nombre de transactions tant dans le neuf que dans l'ancien (149 ventes en 2021). Le niveau des taux d'intérêt reste faible et favorise les achats immobiliers.

Il est malheureusement compliqué d'acheter au Croisic d'où l'intérêt des projets de primo-accédants proposés par la commune.

### 3 – Recettes courantes de fonctionnement (hors recettes exceptionnelles)

DOB 2022 - Budget principal / Calcul de la capacité d'autofinancement courante						
Chapitre	Libellé	CA	CA provisoire	DOB		
		2020	2021	2022	2023	2024
Recettes courantes de fonctionnement retraitées						
70	Produit des services					
	Total produits des services	215 580	244 585	232 218	221 500	221 500
73						
	Total impôts et taxes	7 271 887	7 516 342	7 562 950	7 711 825	7 843 251
74						
	Total dotations et participations	1 252 310	1 130 501	1 079 460	1 055 000	1 055 000
75						
	Total autres produits de gestion courante	88 195	57 917	65 545	74 000	74 000
A	Total recettes courantes de fonctionnement retraitées	8 827 971	8 949 346	8 940 173	9 062 325	9 193 751

Ce tableau récapitule les recettes courantes de fonctionnement : il est basé sur une estimation des recettes 2022 à 2024, confirmée par les recettes constatées au compte administratif provisoire 2021 (qui sera définitif à l'issue du vote du conseil municipal).



Les recettes courantes de fonctionnement devraient être relativement stables sur les trois prochaines années (+1.4% en moyenne entre 2022 et 2024).

Après le fort désengagement de l'Etat déjà évoqué (perte de 4.6 millions d'euros de dotations depuis 2012), le montant de la dotation globale de fonctionnement, estimé à 960 000 € en 2022, ne représente plus que 58% du niveau de 2014.

## **A – Fiscalité**

Les recettes de fiscalité directe ont été évaluées en tenant compte des hypothèses suivantes :

- Revalorisation forfaitaire des bases fiscales de 3.4% prévue par la loi de finances 2021
- Augmentation physique des bases fiscales +0.5% (estimation)
- Compte tenu du contexte sanitaire et de son impact sur l'économie croisicaise, l'équipe majoritaire propose de **maintenir** le taux de TFPB à 35.39% (20.39 + 15).

## **B – Dotations de l'État**

Les projections figurant dans ce document tiennent compte des hypothèses suivantes :

- Baisse de la dotation forfaitaire versée aux communes, avec toujours l'effet cumulatif des années précédentes (voir explication page 4).
- Hausse conséquente de la participation de la ville du Croisic au FPIC intercommunal
- Estimation à la baisse des autres dotations et subventions

Ces prévisions sont basées sur des estimations fournies en partie par les services de l'État ou calculées en fonction du réalisé 2021 et des évolutions sur les dernières années.

## **C – Autres recettes**

Les prévisions intègrent les hypothèses suivantes :

- Diminution de la taxe de séjour (contexte sanitaire)
- Taxe sur les droits de mutation se maintenant à un niveau élevé mais en tenant compte de la raréfaction des biens proposés à la vente sur la commune.

#### 4 – Dépenses courantes de fonctionnement (hors dépenses exceptionnelles)

Les dépenses courantes de fonctionnement sont estimées à partir notamment du compte administratif provisoire 2021 et des projets 2022 retenus pour les différentes directions.

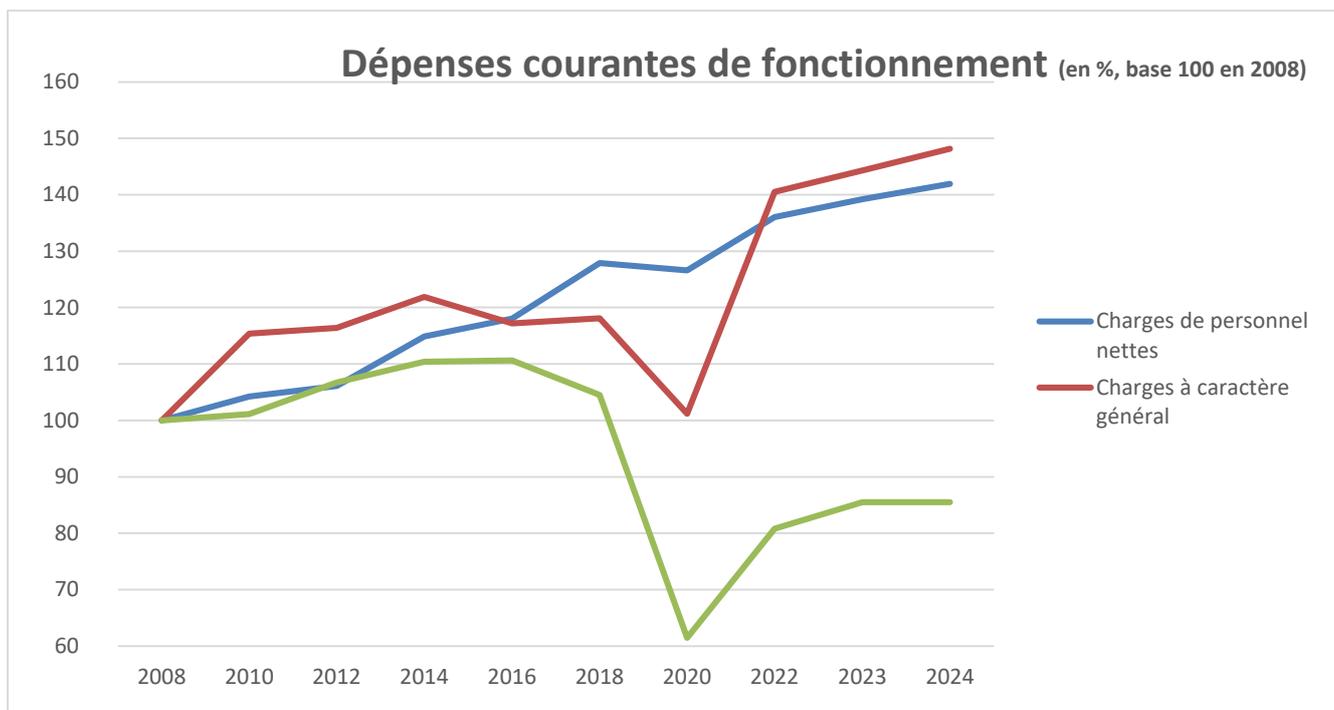
Comme les années précédentes, il est considéré un **taux de réalisation de 90%** des dépenses à caractère général prévisionnelles **du chapitre 011** programmées au BP 2022. Les années suivantes sont évaluées à partir d'une inflation de 2.7% en 2023 et en 2024.

L'amende sur la pénalité SRU appliquée en 2022 devrait disparaître en 2023 car la commune accepte de signer le contrat de mixité sociale. Elle pourra déduire les restes à charge des opérations foncières liées au logement social.

DOB 2022- Budget principal / Calcul de la capacité d'autofinancement courante (90% d'exécution)						
Chap.	Libellé	CA	CA provisoire	DOB		
		2020	2021	2022	2023	2024
<b>Dépenses courantes de fonctionnement retraitées</b>						
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>					
	<b>Total charges à caractère général - Taux de réalisation de 90%</b>	<b>1 606 505</b>	<b>1 808 201</b>	<b>2 230 954</b>	<b>2 291 190</b>	<b>2 353 052</b>
<b>012-013</b>	<b>Charges de personnel nettes</b>					
	Chapitre 012	4 147 951	4 261 202	4 424 000	4 512 480	4 602 730
	Remboursements sur rémunérations du personnel (6419+6459+70841+70845+70848+74712)	- 44 239	- 38 737	- 14 250		
	<b>Total charges de personnel nettes</b>	<b>4 103 712</b>	<b>4 222 464</b>	<b>4 409 750</b>	<b>4 512 480</b>	<b>4 602 730</b>
<b>014</b>	<b>Atténuation de produits</b>					
	Loi SRU (739115)	55 188	141 905	90 000	90 000	90 000
	Etablissements à caractère industriel et commercial (7398/OT)	248 673	175 334	234 305	200 000	220 000
	FPIC - Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales	101 358	87 289	100 000	100 000	100 000
	<b>Total Atténuation de produits</b>	<b>405 219</b>	<b>404 528</b>	<b>424 305</b>	<b>390 000</b>	<b>410 000</b>
<b>65+6745</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>					
dont :	Déficit du budget annexe Puigauveau (6521)		92 227	-		
	Déficit du budget annexe Simalion (6521)			210 000		
	Subventions aux organismes de droit privé (6574+6745)	118 207	120 410	148 700	162 500	162 500
	CCAS (657362)	220 000	270 000	215 000	230 000	230 000
	OTSI (657364)		-	89 000	90 000	90 000
	<b>Total autres charges de gestion courante</b>	<b>569 089</b>	<b>798 300</b>	<b>957 876</b>	<b>791 500</b>	<b>791 500</b>
	<b>Charges financières nettes</b>					
	Intérêts réglés à l'échéance + ICNE rattachés (66111+66112)	26 787	24 932	23 057	21 157	37 237
	Produits financiers (76)	- 4	4	-	-	-
	<b>Total charges financières nettes</b>	<b>26 783</b>	<b>24 928</b>	<b>23 057</b>	<b>21 157</b>	<b>37 237</b>
<b>B</b>	<b>Total dépenses courantes de fonctionnement retraitées</b>	<b>6 711 309</b>	<b>7 258 421</b>	<b>8 045 942</b>	<b>8 006 327</b>	<b>8 194 519</b>
<b>Capacité d'autofinancement</b>						
A	Recettes courantes de fonctionnement retraitées	8 827 971	8 949 346	8 940 173	9 062 325	9 193 751
B	Dépenses courantes de fonctionnement retraitées	6 711 309	7 258 421	8 045 942	8 006 327	8 194 519
<b>A-B</b>	<b>Epargne brute</b>	<b>2 116 663</b>	<b>1 690 925</b>	<b>894 231</b>	<b>1 055 998</b>	<b>999 232</b>

Les dépenses courantes de fonctionnement sont en hausse moyenne prévisionnelle de 2.26 % par an entre 2022 et 2024 (hors déficits des lotissements). Cette variation est due essentiellement à :

- La hausse des charges de personnel nettes de 2% par an en moyenne. Cette hausse est due au GVT - glissement vieillesse technicité, à la revalorisation des indices plancher de la catégorie C, à l'indemnité « inflation » en 2022, à une hausse de 0.1% de la cotisation versée au CNFPT pour financer en partie les contrats d'apprentissage.
- L'augmentation des charges financières liées à la mobilisation d'un emprunt en 2024.



## 5 – Capacité d'autofinancement courante

DOB 2022 - Budget principal / Capacité d'investissement						
	Libellé	CA	CA provisoire	DOB		
		2020	2021	2022	2023	2024
<b>Capacité d'autofinancement courante</b>						
	Recettes courantes de fonctionnement retraitées	8 827 971	8 949 346	8 940 173	9 062 325	9 193 751
	Total dépenses courantes de fonctionnement retraitées	6 711 309	7 258 421	8 045 942	8 006 327	8 194 519
	<b>Épargne brute</b>	<b>2 116 663</b>	<b>1 690 925</b>	<b>894 231</b>	<b>1 055 998</b>	<b>999 232</b>
	Remboursement capital emprunts à TF	161 742	163 586	165 451	167 337	169 245
	Remboursement capital emprunt à TV	346 783	364 122	382 328	401 445	
	Remboursement capital nouveaux emprunts à TF					222 577
	<b>Épargne disponible</b>	<b>1 608 138</b>	<b>1 163 217</b>	<b>346 451</b>	<b>487 216</b>	<b>607 410</b>

L'épargne brute, appelée aussi la capacité d'autofinancement, mesure l'excédent utilisable pour faire face au remboursement de la dette communale et financer toute ou partie de l'investissement.

À ce titre, elle constitue un indicateur essentiel de la bonne gestion financière de la collectivité et donc de la maîtrise de ses équilibres financiers :

- L'épargne brute est le témoin de l'aisance de la section de fonctionnement. Un autofinancement élevé et/ou en progression, sous-entend une marge d'absorption de nouvelles dépenses de fonctionnement ;
- L'épargne brute permet de déterminer la capacité d'investissement de la collectivité au regard du niveau de sa dette (capacité de désendettement).

La commune va continuer à appliquer toute source d'économie judicieuse de manière à augmenter la capacité d'autofinancement.

Il reste difficile de prévoir les recettes, alors que le prévisionnel des dépenses est facile à établir.

## 6 – Gestion de la dette

DOB 2021 - Budget principal/ Gestion de la dette						
Libellé	CA		CA provisoire		DOB	
	2020	2021	2022	2023	2024	
<b>Gestion de la dette</b>						
Encours de la dette au 31.12 emprunt à TF	2 278 338	2 114 752	1 949 301	1 781 964	1 612 719	
Encours de la dette au 31.12 - nouvel emprunt à TF					2 777 423	
Encours de la dette au 31.12 emprunt à TV	1 147 895	783 773	401 445	-		
<b>Encours total de la dette corrigé au 31.12</b>	<b>3 426 233</b>	<b>2 898 525</b>	<b>2 350 746</b>	<b>1 781 964</b>	<b>4 390 142</b>	
<b>Capacité de désendettement</b>	<b>1,6</b>	<b>1,7</b>	<b>2,6</b>	<b>1,7</b>	<b>4,4</b>	

Évaluer l'encours brut de la dette, n'a en soi que peu d'intérêt. L'indicateur clef, permettant de juger du niveau d'endettement de la collectivité, est la capacité de désendettement. Ce ratio mesure le nombre d'années qu'il faudrait à la commune pour rembourser son encours de dette en y affectant la totalité de l'épargne brute.

Pour mémoire, il est utile de rappeler que ce ratio (privilegié par les banques dans les études de dossier de financement aux collectivités), est considéré comme bon en dessous de 3, moyen de 5 à 7 ans et critique à partir de 10.

L'analyse de ces données conforte le faible niveau d'endettement de la commune du Croisic sur une longue période :

- Le prêt à taux variable dont l'encours est de 783 773 € à fin 2021, se termine en 2023.
- Le prêt de 2 600 000 € contracté en 2019 se terminera en 2033.

La capacité de désendettement, exprimée en années, est en progression : ceci est dû à la baisse de la capacité d'autofinancement prévisionnelle, calculée de façon prudente en raison de la crise sanitaire, et au nouvel emprunt prévu en 2024.

## 7 – Consolidation du budget annexe lotissement du Puigaudeau

<b>Budget annexe Lotissement Du Puigaudeau</b>		
		<b>Total Opération</b>
	<b>Libellé</b>	<b>HT</b>
	<b>Dépenses de fonctionnement</b>	
6015	Terrains à aménager	2 218 000
<b>6045</b>	<b>Etudes et prestations de service (Maîtrise d'œuvre Puigaudeau 1)</b>	156 068
<b>6045</b>	<b>Etudes complémentaires Puigaudeau 2</b>	-
	SPS - Qualiconsult	1 042
	Géomètre - SCULO	3 000
	SCULO - Complément bornage	380
	Levé Topo Sculo	1 350
	Hydrologue DERVENN	800
<b>605</b>	<b>Equipements et travaux Puigaudeau 1</b>	-
	Lot 1 Voirie	444 843
	Lot 2 Assainissement	337 987
	Lot 3 contrôle réseaux	5 437
	Lot 4 Eclairage	213 772
	Lot 5 Espaces verts	269 386
	Lot 5 actualisations	211
	SEPIG	34 770
	ERDF	114 437
	Abattage Cupressus	6 323
<b>605</b>	<b>Frais de viabilisation complémentaires Puigaudeau 2</b>	-
	Lot 1 Réseaux hydrauliques- Presqu'île environnement	57 239
	Lot 2 Réseaux secs - Bouygues	33 144
	Lot 3 Voirie - Charier	88 404
	Lot 4 Espaces verts et murs - Berlivet	99 658
	Orange	1 004
	GRDF - Alimentation en gaz naturel	3 087
	ERDF	6 961
	SEPIG	4 395
	Inspection et contrôle sdes réseaux - Hydroservices	2 233
<b>605</b>	<b>Jeu enfants (transfert jeu école maternelle primo accédants)</b>	4 463
608	Frais accessoires	617
6231	DILA - Annonces BOAMP (Lot Libre)	900
627	Services bancaires	500
63512	Taxes foncières	107
65888	Charges diverses	4
66111	Intérêts	1 930
	<b>Total dépenses de fonctionnement</b>	<b>4 112 451</b>

	<b>Recettes de fonctionnement</b>	
	Participations	
	ERDF - Convention de rachat ouvrages réseaux Puigaudeau 1	96 104
	ERDF - Convention de rachat ouvrages réseaux Puigaudeau 2	9 718
	GRDF - Participation alimentation en gaz naturel	270
	Conseil Général	168 637
	Cap Atlantique Habitat	88 879
	<b>Total participations</b>	<b>363 608</b>
<b>7015</b>	<b>Recettes de terrains aménagés (HT)</b>	
	Primo accédants Puigaudeau 1 / 42 lots	2 463 849
	Logements sociaux / 1 lot	205 370
	Puigaudeau 2 / 6 lots	957 095
	<b>Total recettes de terrains aménagés</b>	<b>3 626 314</b>
<b>7788</b>	<b>Produits exceptionnels divers</b>	
	Encaissement retenue de garantie	325
<b>7711</b>	<b>Dédits et pénalités</b>	
	Pénalité Berlivet	9 450
	Accord transactionnel Berlivet	9 600
<b>773</b>	<b>Mandats annulés sur exercice antérieur</b>	
	Remboursement avance forfaitaire	10 925
	<b>Total recettes exceptionnelles</b>	<b>30 300</b>
	<b>Total recettes de fonctionnement</b>	<b>4 020 222</b>
	<b>Résultat de fonctionnement</b>	<b>- 92 229</b>
	<b>Dépenses d'investissement</b>	
	Emprunt à court terme	250 000
	Avance du budget communal	2 000 000
	<b>Total dépenses d'investissement</b>	<b>2 250 000</b>
	<b>Recettes d'investissement</b>	
	Emprunt à court terme	250 000
	Avance du budget communal	2 000 000
	<b>Total recettes d'investissement</b>	<b>2 250 000</b>
	<b>Résultat d'investissement</b>	<b>-</b>
	<b>Résultat</b>	<b>- 92 229</b>

Les principaux flux entre le budget principal et le budget annexe du lotissement du Puigaudeau, à partir du plan de financement, sont :

- Le budget principal a avancé 96 729 € de crédits budgétaires en 2012 pour financer les études de viabilisation du lotissement. Ces études ont été transférées au budget annexe créé en 2013 ;
- La valeur des terrains à aménager cédée au budget annexe est de 2 218 000 € TTC. Le solde constitue une réserve foncière à l'inventaire du budget principal ;

- Suite au vote de la décision modificative du budget principal fin 2013, la commune a versé une avance remboursable de 2 000 000 € au budget annexe ;
- Un prêt à court terme de 250 000 € a été mobilisé fin 2013 et remboursé en mai 2014 ;
- 500 000 € ont été remboursés au budget principal en 2015, 250 000€ en 2016, 250 000 € en 2018, 500 000 € en 2019.
- En 2020, les deux lots restants ont été vendus. Le solde de l'avance a été remboursé en 2021.

Ce budget sera clos en 2022.

## **8 – Capacité d'investissement**

	Libellé	CA		DOB		
		2020	2021	2022	2023	2024
<b>Capacité d'investissement courante</b>						
	Epargne disponible	1 608 138	1 163 217	346 451	487 216	607 410
+	Dotations (FCTVA+TAM/10222+10226)	750 715	686 890	237 000	328 000	729 000
	<b>Total capacité d'investissement courante</b>	<b>2 358 853</b>	<b>1 850 107</b>	<b>583 451</b>	<b>815 216</b>	<b>1 336 410</b>
<b>Programme de cessions d'actifs</b>						
	Cessions d'actifs immobiliers	17 020	150 280	348 991		
	Cessions d'actifs mobiliers	33 778	29 938	20 435	15 000	15 000
+	<b>Total cessions d'actifs</b>	<b>50 798</b>	<b>180 218</b>	<b>369 426</b>	<b>15 000</b>	<b>15 000</b>
<b>Autres recettes</b>						
+	Subventions d'investissement	676 244	308 060	435 204	500 000	500 000
+	Remboursement avance budget Du Puigaudeau		500 000	-	-	
+	Remboursement avance budget du Simalion			372 000		
+	Remboursement avance budget Pierre Longue			800 000		470 000
	<b>Total autres recettes</b>	<b>676 244</b>	<b>808 060</b>	<b>1 607 204</b>	<b>500 000</b>	<b>970 000</b>
+	Résultat d'investissement cumulé constaté en N-1			2 396 333		
	<b>Capacité d'investissement corrigée</b>	<b>3 085 896</b>	<b>2 838 385</b>	<b>4 956 414</b>	<b>1 330 216</b>	<b>2 321 410</b>

Les projections tiennent compte des hypothèses suivantes :

- L'épargne brute estimée pour 2022 est calculée **avec un taux de réalisation de 90% du chapitre 011**, le taux de réalisation moyen constaté sur les dernières années étant de 85%.
- Les subventions d'investissements importantes. Il convient de noter le travail systématique et essentiel réalisé par la cellule économique pour optimiser le financement des dépenses d'équipement.
- Les cessions d'actif
- Les dépenses d'équipement sont financées par la capacité d'autofinancement, par la dynamique des dépenses d'équipement (FCTVA et subventions des programmes d'investissement) et par l'emprunt.

## 9 – Plan Pluriannuel d'investissement

Plan Pluriannuel d'investissement - Dépenses								
	Antérieurs	2021	2022	2023	2024	2025	Total	
<b>APCP</b>								
0251 - Eglise ND de Pitié	1 295 222	272 033	522 975				795 008	
3306 - Salle Jeanne d'Arc	3 200 796	13 693	78 658				92 351	
4121 - Complexe sportif		5 226	175 300	1 965 474			2 146 000	
643 - Microcrèche		31 039	624 000	164 961			820 000	
8248 - Aménagement cyclable	109 371	321 586	1 091 166				1 412 752	
RD 45 - Port Lin			22 000	978 000			1 000 000	
Réhabilitation Salle des Fêtes				225 000	1 275 000		1 500 000	
Rénovation Place Dinan			114 320	50 180	1 466 000		1 630 500	
<b>TOTAL Programmes pluriannuels</b>		<b>643 577</b>	<b>2 628 419</b>	<b>3 383 615</b>	<b>2 741 000</b>	<b>0</b>	<b>9 396 611</b>	
<b>Acquisitions foncières</b>							<b>0</b>	<b>1 484 734</b>
Portage Pierre Longue (avances déduites)		1 098 234					1 098 234	
Terrains Chasseboeuf Golf			110 000	25 000			100 000	
Terrain Guehenneuc - rue du Flot (portage)					286 500		286 500	
Terrain Postec		183 200					183 200	
Parcelle hôpital pour parking et cyclable				230 000			230 000	
Logement rue E. Provost		301 400					301 400	
Parcelles golf (Chaserant)			53 500				53 500	
Acquisitions diverses (alignements, ...)		47 965	40 000				87 965	
Capucins						250 000	250 000	
Terrains golf mutualité agricole				255 000			255 000	
Terrains golf association sportive				25 000			25 000	
Préemptions				500 000		300 000	800 000	
<b>TOTAL Acquisitions foncières</b>		<b>1 630 799</b>	<b>203 500</b>	<b>1 035 000</b>	<b>286 500</b>	<b>550 000</b>	<b>3 670 799</b>	
<b>Nouveaux programmes 2020/2026</b>								
Plan de circulation			60 000				60 000	
Mont Lénigo		2 400	20 000				22 400	
Horloge à marée			40 000				40 000	
Budget Participatif				40 000	40 000	40 000	120 000	
Salle du Lin		3 714	281 286				285 000	
Mont Esprit			215 000				215 000	
Cale des Rouleaux					101 500		101 500	
Saint Goustan		84 292	132 750				217 042	
Chapleau 2 (bâtiment et jardin - révisions de prix)		116 921	549 090		70 000		736 011	
Projet 1001 Gares			50 000				50 000	
Subvention CISN logts saisonniers			100 000				100 000	
Subvention SNSM			100 000				100 000	
Reste à charge Glacière			73 650				73 650	
Avance budget annexe Pierre longue - études+travaux		1 270 000					1 270 000	
<b>TOTAL Nouveaux programmes 2020/2026</b>	<b>0</b>	<b>1 477 327</b>	<b>1 621 776</b>	<b>40 000</b>	<b>211 500</b>	<b>40 000</b>	<b>3 390 603</b>	
<b>enveloppe annuelle plafond</b>								
<b>Investissements ANNUELS - enveloppe maximum</b>								
		<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>Total</b>	
DG - Direction Générale + DMG	15 000	15 116	16 500	15 000	15 000	13 384	75 000	
DMG 03 - Achats Publics	5 000	5 629	8 000	5 000	5 000	1 371	25 000	
DCV 02 - Voies et réseaux	270 000	255 965	51 000	347 777	347 777	347 481	1 350 000	
DCV 03 - Bâtiments	150 000	134 725	113 728	167 215	167 215	167 117	750 000	
DCV 07 - Sécurité Salubrité	5 000	3 528	3 600	7 872	5 000	5 000	25 000	
DCVP 04 - Environnement	12 000		12 000	16 000	16 000	16 000	60 000	
DCVP 05 - Bâtiment historique	15 000		30 000	15 000	15 000	15 000	75 000	
DPU 02 - Voies et réseaux	37 000	45 853	53 500	28 416	28 416	28 815	185 000	
DPU 03 - Bâtiments	15 000	25 525	2 700	16 775	15 000	15 000	75 000	
DPU 04 - Environnement	20 000	12 632	18 000	24 000	24 000	21 368	100 000	
DPU 05 - Patrimoine et urbanisme	50 000	22 426	113 600	56 000	56 000	1 974	250 000	
DPU 06 - Véhicules	70 000	196 472	80 000	38 382	35 146		350 000	
DPU 07 - travaux en régie	78 000	77 991	78 000	78 000	78 000	78 009	390 000	
DSP - Services à la Population	38 000	28 299	37 200	40 000	40 000	44 501	190 000	
DCVA - Culture et de la Vie Associative	50 000	57 330	37 000	51 890	51 890	51 890	250 000	
DCVA 06 - NTIC	70 000	144 949	87 770	39 094	39 094	39 093	350 000	
<b>TOTAL enveloppe investissements annuels</b>	<b>900 000</b>	<b>1 026 440</b>	<b>742 598</b>	<b>946 421</b>	<b>938 538</b>	<b>846 003</b>	<b>4 500 000</b>	
<b>Total PPI 2021/2026</b>		<b>4 778 143</b>	<b>5 196 293</b>	<b>5 405 036</b>	<b>4 177 538</b>	<b>1 436 003</b>	<b>20 958 013</b>	

### Plan Pluriannuel d'investissement - Recettes

Capacité d'investissement							
Recettes d'investissement	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
Résultat d'investissement cumulé 2021		2 396 333					2 396 333
Epargne brute N-1	2 116 663	1 690 925	894 231	1 055 998	999 232	1 000 000	7 757 049
Emprunts complémentaires				3 000 000			3 000 000
Subventions d'investissement	308 060	435 204	500 000	500 000	500 000	500 000	2 743 264
Dotations (FCTVA+Taxe aménagement)	686 890	237 000	328 000	729 000	760 000	670 000	3 410 890
Remboursement avance budget Du Puigauveau	500 000						500 000
Remboursement avance budget Simalion		372 000					372 000
Rachat foncier Pierre Longue par budget annexe	1 248 687						1 248 687
Remboursement avances budget Pierre Longue		800 000		470 000			1 270 000
Cessions d'actifs immobiliers	150 280	348 991					499 271
Cessions d'actifs mobiliers	29 938	20 435	15 000	15 000	15 000	15 000	110 373
<b>Total recettes d'investissement</b>	<b>5 040 518</b>	<b>6 300 889</b>	<b>1 737 231</b>	<b>5 769 998</b>	<b>2 274 232</b>	<b>2 185 000</b>	<b>23 307 867</b>
Dépenses d'investissement (hors équipement)							
Remboursements emprunts	527 708	547 779	568 782	169 245	171 174	173 126	2 157 815
Remboursements nouvel emprunt				222 577	223 913	225 000	671 490
Déficit lotissement Du Puigauveau	92 227						92 227
Déficit lotissement Simalion		210 000					210 000
<b>Total dépenses d'investissement (hors équipement)</b>	<b>619 935</b>	<b>757 779</b>	<b>568 782</b>	<b>391 822</b>	<b>395 087</b>	<b>398 126</b>	<b>3 131 532</b>
<b>Total capacité d'investissement</b>	<b>4 420 582</b>	<b>5 543 109</b>	<b>1 168 449</b>	<b>5 378 176</b>	<b>1 879 145</b>	<b>1 786 874</b>	<b>20 176 336</b>